



François de Mazières : « En matière culturelle, Hollande n'aura laissé aucune trace »

Le nom du député maire (LR) de Versailles circule parmi les possibles ministres de la Culture de François Fillon.



Ariane Bavelier
abavelier@lefigaro.fr
et Claire Bommelaer
cbommelaer@lefigaro.fr

Participant à l'équipe de campagne de François Fillon après avoir soutenu Alain Juppé lors de la primaire, François de Mazières publie *Le Grand Gâchis culturel* (Albin Michel, en librairie le 23 février) pour dénoncer l'abandon des enjeux culturels aujourd'hui. Conseiller culture de Jean-Pierre Raffarin à Matignon de 2002 à 2004, il a créé la Cité de l'architecture et du patrimoine et le Mois Molière, festival de théâtre de Versailles, en 1996.

LE FIGARO. – Faut-il être cultivé pour être un bon président de la République ?

François de MAZIÈRES. – La France incarne la culture aux yeux du monde. Avoir un président inculte n'aurait pas de sens. Ce qui est rassurant, c'est qu'aucun candidat à la présidentielle ne l'est à proprement parler.

Trouvez-vous que la culture s'invite à la hauteur qu'elle mérite dans le débat présidentiel ?

Les programmes électoraux de François Fillon ou d'Alain Juppé présentent des réflexions abouties sur le spectacle vivant ou le patrimoine, mais on ne les évoque pas, à moins qu'elles ne soient inaudibles dans le maelstrom actuel. À gauche, seul Emmanuel Macron a parlé de culture, avec des propositions assez déconnectées de la réalité. Pourtant,

la culture est un enjeu majeur à l'heure des tensions internes et internationales. Au départ, je voulais titrer mon livre *Ami de la culture, réveille-toi!*. Finalement, j'ai opté pour *Le Grand Gâchis culturel*. C'est moins optimiste, mais hélas, on y est.

Vous dites la culture capitale. Pourtant, beaucoup se demandent s'il faut encore un ministère de la Culture.

Il y a un décalage entre le discours national et la réalité du terrain. François Hollande a eu une succession de ministres de la Culture, qui n'ont pas eu le temps de faire grand-chose. Rappelez-vous le conseil qu'il a donné à Fleur Pellerin d'aller souvent au théâtre pour se mettre bien avec les intermittents ! Quelle hypocrisie ! Au début du quinquennat, François Hollande a avoué qu'il cherchait « un grand projet culturel ». Quand on commence comme cela, cela veut dire qu'on relègue la culture au second rang. Or, si un ministre de la Culture n'est pas soutenu au plus haut niveau, cela ne fonctionne pas. Cela a fait la force de d'André Malraux ou de Jack Lang, cela fait la faiblesse des trois derniers ministres socialistes. Heureusement, sur le terrain, la passion est intacte. Le lendemain de l'attentat de *Charlie Hebdo*, le réflexe culturel a été immédiat. Les gens sont descendus dans la rue pour communier sur la culture, puis ils se sont battus contre les destructions de patrimoine en Syrie et en Irak. Le gouvernement n'a jamais su exploiter cela.

On vous prête l'intention de devenir ministre



de la Culture de François Fillon...

Ce n'est pas le propos, ni le sujet. Mon livre est celui de quelqu'un qui est engagé depuis vingt ans dans la culture. Qui a eu des responsabilités et qui se dit qu'on passe à côté de quelque chose. Depuis cinq ans, c'est le cas. En matière culturelle, Hollande n'aura laissé aucune trace. Si ce n'est le sentiment que la culture n'a pas été bien traitée. Je l'ai vécu en tant que parlementaire de l'opposition, au moment de la discussion sur le budget. La culture se voulant de gauche, au dernier moment, François Hollande a ouvert les vannes budgétaires. Il a passé tout le quinquennat à agiter des concepts pour dire qu'il faisait quelque chose pour le peuple. En pratique, rien n'a été mis en œuvre. J'aurais aimé une approche populaire de qualité.

Selon vous, quels sont les chantiers auxquels il faudrait s'attaquer ?

D'abord, celui de la démocratisation culturelle. On a une incroyable richesse culturelle, mais pas de complémentarité entre les actions. Par l'école, l'État a pour rôle de la transmission des humanités. La culture peut y participer. Les intermittents qui se sentent la fibre pédagogique pourraient intervenir comme médiateurs dans la formation artistique à l'école. On peut aussi favoriser les campagnes d'adoption d'un monument par une classe, ou les concours interscolaires de théâtre ou de lecture. Mais attention, en gardant un souci de qualité. Je me suis beaucoup battu à l'Assemblée pour que l'État ne supprime pas le financement des conservatoires. Bien des musiciens n'auraient pas réussi sans cela. L'autre élément de réflexion, ce sont les musées. Il ne suffit pas de les agrandir, il faut envisager leur modernisation. Nous aurions intérêt également à poursuivre les grands chantiers, dont la construction des gares signées par des noms de l'architecture pour le Grand Paris. En 2024, les Jeux olympiques seraient un bon créneau pour en lancer, et parler de ce qui se fait autour de Paris. L'Exposition universelle de 2025 pourrait aussi jouer ce rôle.

Qui doit payer pour la culture ?

L'État doit lui consacrer l'équivalent de 1 % de son budget ; comme cela a été fait entre 2009 et 2012.

En 2013-2014, le budget a connu de fortes baisses et le patrimoine en a pâti. Pourtant, les Français y sont très attachés, et il constitue un élément d'unité et de valeur nationale au milieu de cette crise. Il n'est ni de droite ni de gauche. Il faut garantir au patrimoine monumental un montant minimum de 400 millions par an. Et lancer un loto national en sa faveur, comme cela se fait en Allemagne ou en Angleterre. Bercy résiste à cette idée, mais on pourrait au moins créer un tirage spécial lors des Journées du patrimoine.

Il faut également revenir à la loi de 2004, qui préconise une décentralisation culturelle. Depuis quelques années, les collectivités locales se retirent de la culture, car elles ont subi des baisses de dotations très fortes de l'État. Versailles, par exemple, a perdu l'équivalent de 30 points de fiscalité.

L'exception culturelle française existe-t-elle encore ?

Nous sommes le fer de lance sur cette question dans le monde. Je propose un Davos de la culture, porté par la France. Quand vous allez aux États-Unis, vous comprenez que là-bas la culture est réservée à une élite. Ici, elle est davantage partagée. N'oublions pas que c'est la Révolution française qui a créé les musées ! Les Français adhèrent à une histoire commune, sont fiers de partager le même goût pour les arts plastiques ou la littérature.

S'il fallait créer une nouvelle Journée ?

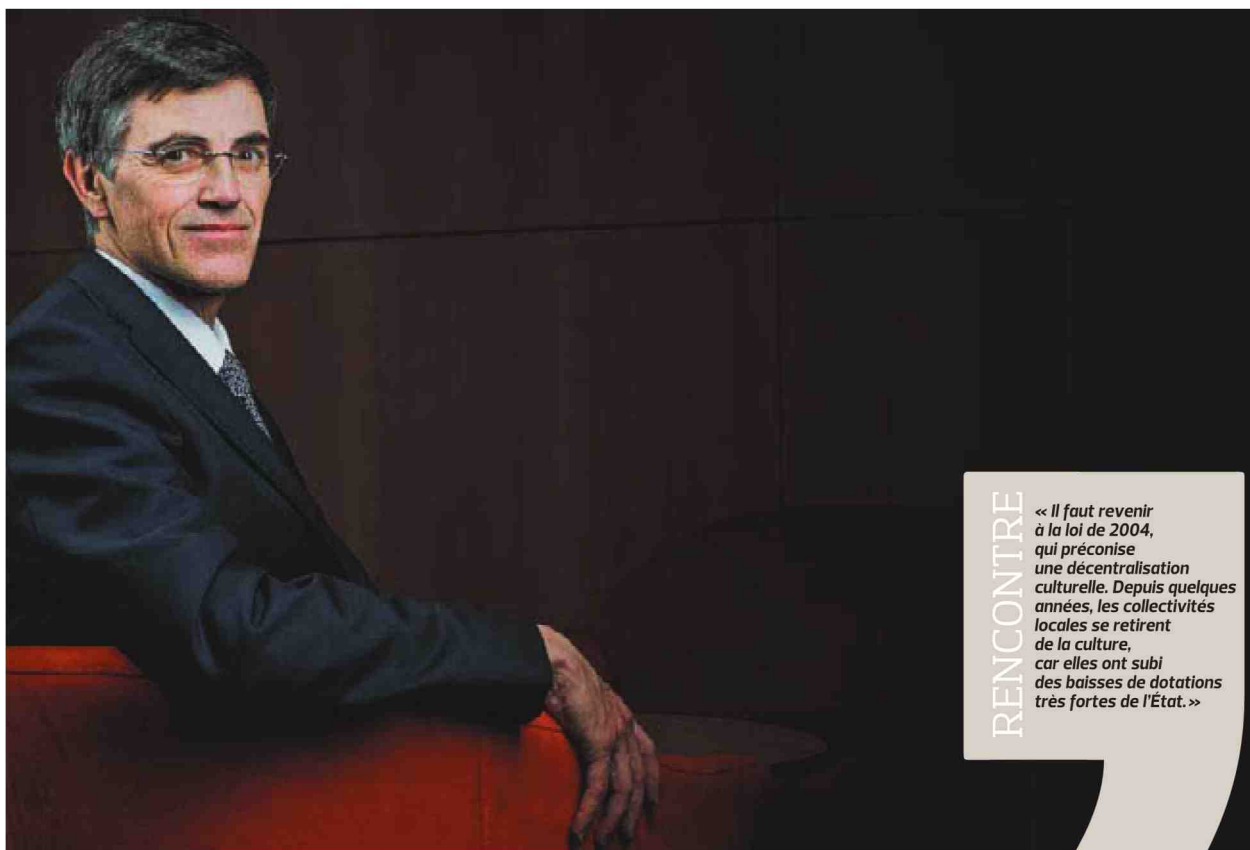
Ce serait une Journée de l'architecture, qui permettrait de mettre en avant les villes. Car tout vient de là, y compris la perception que l'on a de la culture et de l'art de vivre à la française. Si une commune est organisée n'importe comment, avec des centres commerciaux à foison, des entrées de ville bâclées, des multiplexes en dehors des cœurs de ville, on détruit le tissu urbain et on introduit une culture pseudo-américanisée, celle que l'on trouve à Dubaï ou ailleurs. Ce n'est pas cela, l'esprit français. La force de l'outil culturel français, c'est d'avoir une régulation et un engagement de l'État. Luttons contre une vision marchande de la culture ! ■



La culture se voulant de gauche, au dernier moment, François Hollande a ouvert les vannes budgétaires. Il a passé tout le quinquennat à agiter des concepts pour

dire qu'il faisait quelque chose pour le peuple. En pratique, rien n'a été mis en œuvre. J'aurais aimé une approche populaire de qualité

FRANÇOIS DE MAZIÈRES



RENCONTRE

« Il faut revenir à la loi de 2004, qui préconise une décentralisation culturelle. Depuis quelques années, les collectivités locales se retirent de la culture, car elles ont subi des baisses de dotations très fortes de l'État. »

FREDERIC STUCIN/ALBIN MICHEL